

NOTE DE TRANSMISSION

du Secrétariat

à la Convention

Objet : **"Cercle de discussion" sur les ressources propres**

Les membres de la Convention sont priés de trouver ci-joint le cadre des travaux du "cercle de discussion" sur les ressources propres, tel que défini par le Praesidium. Le cercle sera présidé par M. Iñigo Méndez de Vigo.

Le cercle devra avoir une composition très restreinte en fonction de l'expertise spécifique requise en la matière.

Cadre des travaux du cercle de discussion sur les ressources propres

Les ressources propres sont les recettes qui financent le budget de l'Union et qui lui reviennent "de plein droit" (ce qui justifie leur dénomination "propres"), dans le cadre d'un plafond annuel fixé en termes de pourcentage du Produit national brut de l'Union. Les ressources propres sont actuellement au nombre de quatre:

- les prélèvements agricoles
- les droits du tarif douanier commun
- un pourcentage du montant résultant de l'application d'un taux uniforme à l'assiette de TVA déterminé selon des règles communautaires
- un montant résultant de l'application d'un taux à fixer dans le cadre de la procédure budgétaire annuelle à une assiette représentant la somme des produits nationaux bruts (calculés de manière uniforme selon des règles communautaires).

Les deux premières qui sont aussi les plus anciennes représentent actuellement un pourcentage résiduel dans l'ensemble des recettes de l'Union.

Le plafond annuel des recettes représente les limites du budget de l'Union. Tout en faisant l'objet de la discussion sur les perspectives financières à chaque négociation, il est entériné dans la Décision ressources propres adoptée sur la base de l'article 269 TCE qui établit également la ventilation entre les différentes ressources.

Le groupe de travail "simplification", lorsqu'il a réfléchi à la simplification de la procédure budgétaire, s'est limité à reconnaître le rôle prépondérant du Conseil en ce qui concerne la définition du système de ressources de l'Union, dans la mesure où il doit être par la suite adopté par les États membres. La plénière de la Convention n'a pas donné d'indications supplémentaires. Pour cette raison le Praesidium a décidé de présenter de manière provisoire un projet d'article 38 qui reproduit l'actuel article 269 TCE:

"Le budget est, sans préjudice des autres recettes, intégralement financé par des ressources propres.

Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, arrête les dispositions relatives au système des ressources propres de la Communauté dont il recommande l'adoption par les États membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives."

Néanmoins, le Praesidium veut attirer l'attention de la Convention sur la problématique complexe qui se cache sous cette disposition.

En effet, l'article 269 TCE prévoit l'adoption à l'unanimité des dispositions relatives au système de ressources propres de l'Union. Mais il ne s'agit pas de dispositions obligatoires, le Conseil se limitant à en recommander la ratification aux États membres. Dès lors, on peut se demander si cette procédure est apte à garantir à l'avenir l'adoption des mesures nécessaires au financement des politiques de l'Union, compte tenu de "l'effet de nombre". Deux questions se posent à cet égard:

En premier lieu, sera-t-il possible dans une Europe élargie d'assurer le financement de l'Union à travers une décision qui doit être adoptée à l'unanimité? Mais, d'un autre côté, est-il envisageable que l'Union puisse demander à un État membre de contribuer au financement du budget si son gouvernement n'en a pas préalablement accepté les modalités et le plafond?

En deuxième lieu, si l'unanimité était retenue, serait-il aussi indispensable de maintenir l'exigence d'une "adoption par les États membres" à chaque occasion que le système de ressources venait à être modifié? Il faut noter à ce propos qu'un changement de la procédure qui consisterait à supprimer la nécessité de ratifications nationales, impliquerait la création d'une nouvelle compétence de l'Union, dont il faudrait tenir compte dans le titre III de la Constitution.

On peut également se poser la question de savoir si la procédure actuelle permet à l'Union d'établir d'autres ressources propres. Alors que les deux premières ressources citées plus haut ont un poids relatif de plus en plus réduit, certains conventionnels considèrent que les deux dernières ne sont pas

de vraies ressources propres mais plutôt des contributions nationales. Ces conventionnels¹ souhaiteraient que l'Union puisse compter sur des ressources plus autonomes qui pourraient se développer sous des formes diverses. La procédure prévue actuellement à l'article 269 TCE permettrait-elle ce type d'évolution?

Le Praesidium estime que la discussion doit se poursuivre dans un groupe de discussion restreint et à caractère technique qui serait chargé de donner réponse aux questions suivantes:

- a) Doit-on retenir, dans la procédure prévue à l'article 269, l'unanimité pour la décision du Conseil? Quel doit être le rôle du Parlement européen?
- b) Doit-on retenir, dans la procédure prévue à l'article 269, l'exigence de l'adoption par les États membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, ou doit-on transformer le financement en compétence de l'Union?
- c) Les ressources propres actuelles, répondent-elles aux attentes des citoyens en termes d'équité et transparence?
- d) La procédure actuelle de prise de décision, peut-elle permettre une modification substantielle de ces ressources?

¹ Plusieurs contributions ont été présentées en la matière.